



Bruxelles, le 7 juillet 2010

## **Pour un nouvel accord sur la politique économique européenne**

Lettre ouverte au président du Conseil européen, H. Van Rompuy, au président de la Commission européenne, J.M. Barroso, au président du Parlement européen, J. Buzek, au président de l'Eurogroupe, J.C. Juncker, et au premier ministre belge, Y. Leterme

Messieurs,

Nous vous adressons cette missive avec un sentiment d'urgence quant à l'avenir économique et social de l'Europe. L'enjeu est énorme et plus que jamais, la démarche suivie au niveau européen doit être plus équilibrée, plus solidaire et plus durable.

Nul ne remettra en doute que les défis auxquels l'Europe est confrontée - chômage élevé et en augmentation, exclusion sociale, dette et déficits publics à la hausse et menaces sans précédent à la cohésion régionale - exigent une réponse forte et coordonnée. Le taux de chômage, surtout chez les jeunes, est particulièrement inquiétant. Alors que des programmes simultanés d'austérité sont graduellement mis en place, davantage d'emplois sont menacés. Ainsi, face à la crise, l'Union européenne doit trouver un équilibre entre la consolidation des finances publiques et la promotion d'emplois, d'une croissance et d'une protection sociale durables.

Si nous voulons que l'Europe sorte renforcée de cette crise et s'engage avec fermeté sur la voie d'un développement durable, il est certes nécessaire de procéder à un assainissement budgétaire, mais aussi de réguler les marchés financiers et d'encourager les investissements tant publics que privés. La stratégie Europe 2020 ne pourra être mise en œuvre de façon efficace et porter ses fruits que si elle est sous-tendue par des instruments politiques et financiers crédibles et adéquats.

Certes, nous devons lutter avec fermeté contre le déficit et l'endettement mais nous devons également combattre leurs origines avec la même rigueur. Si nous ne remédions pas aux inégalités sociales et économiques de la société, l'économie européenne ne s'orientera pas vers une relance adéquate. Les conséquences sociales de la crise affecteront encore longtemps la vie de millions d'Européens. Une telle situation n'est tout simplement pas viable. Nous sommes convaincus qu'il est possible d'arriver à la stabilité fiscale tout en œuvrant en même temps pour la création d'emplois, la croissance et la cohésion sociale. Un tel effort exige, toutefois, un saut qualitatif en matière de gouvernance économique.

En ces temps difficiles, les citoyens d'Europe demandent à leurs dirigeants d'assumer leurs responsabilités. Nous demandons donc qu'un nouvel accord soit trouvé en faveur d'une gouvernance économique qui permette d'adopter les politiques les plus adéquates face à la crise. Ce nouvel accord doit se fonder sur la responsabilité fiscale, la justice sociale et l'efficacité économique ; il doit bénéficier du soutien des citoyens et renforcer nos sociétés et nos systèmes



de sécurité sociale. Enfin, cet accord doit se fonder sur une politique européenne et sur des mesures législatives ambitieuses, dans le cadre d'une méthode communautaire renforcée et transparente.

- Nous ne pouvons accepter un contrôle renforcé et plus large des déficits et de la dette publics, de la compétitivité et des comptes courants, sans que la priorité soit également accordée à la croissance, l'emploi et la cohésion sociale dans le cadre de cette procédure de surveillance.
- Nous ne pouvons accepter l'alignement du calendrier des programmes de stabilité et de convergence avec les programmes de réforme nationaux sans avoir la garantie que les priorités en matière de croissance et la consolidation fiscale seront traitées sur un pied d'égalité, afin qu'elles puissent se renforcer mutuellement. Le "semestre européen" doit plutôt servir à garantir une plus grande cohérence entre les objectifs politiques et les ressources financières qu'ils requièrent, tant au niveau européen que national.
- Afin de renforcer la discipline, des sanctions sont prévues dans le pacte de stabilité et de croissance. La responsabilité fiscale est importante pour renforcer l'UEM et la monnaie unique. Mais nous avons également besoin de mesures d'incitation positives. Les Etats membres capables de rediriger leurs dépenses et leurs taxes vers les objectifs de la stratégie Europe 2020 qui ont déjà été adoptés doivent pouvoir bénéficier de mesures compensatoires : ainsi, ils devraient disposer de plus de temps pour réduire leur déficit et jouir d'un accès accru aux instruments de la BEI ou encore à l'émission conjointe d'obligations libellées en euros. Les fonds structurels européens doivent être utilisés comme incitants positifs et non comme éléments de sanction.
- Concernant la réduction des déséquilibres macroéconomiques, des efforts équilibrés doivent être fournis tant par les Etats membres enregistrant un déficit de leur balance courante que par les pays dont la balance des paiements courants se solde par un excédent. Il est essentiel de créer des mécanismes permettant un partage équitable de la charge, en introduisant des mesures qui respectent tant les objectifs économiques que sociaux.
- Concernant la stratégie de redressement fiscal, nous ne pouvons accepter les coupes sombres dans les dépenses que si ces réductions sélectives sont compatibles avec les objectifs de la stratégie Europe 2020. Nous refusons toute réduction de la sécurité sociale et des investissements publics pour le développement durable. De plus, il est essentiel de veiller, avec la même attention, aux recettes budgétaires: il convient de définir de nouvelles sources d'imposition et d'améliorer le recouvrement des impôts à travers une lutte plus efficace contre la fraude fiscale et les paradis fiscaux.
- Nous ne pouvons accepter une augmentation de la charge fiscale sur les revenus du travail. Au contraire, la charge fiscale doit être rééquilibrée afin de stimuler la demande de main d'œuvre. A cet effet, il faudra donc établir un système d'imposition sur les transactions financières et sur la pollution environnementale. L'imposition doit être orientée vers la transition vers une économie plus verte, plus intelligente et plus solidaire.
- Nous avons besoin d'une réponse claire à la crise de la dette souveraine au sein de l'UE, et d'un sens accru des responsabilités dans la gestion de la dette publique. Mais nous avons également besoin de davantage d'efficacité et de solidarité dans ce domaine.



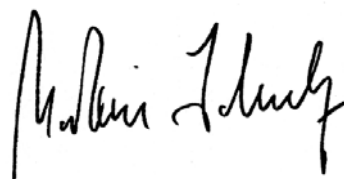
L'émission commune d'obligations libellées en euros, sous la gestion d'une agence européenne de la dette, doit donc devenir réalité. Un tel système doit s'accompagner de conditionnalités politiques claires afin de garantir une croissance économique solide et durable.

Messieurs, comme vous le voyez, le programme que nous proposons pour sortir de la crise ne remet pas en cause le besoin de procéder à un assainissement des finances publiques. Au contraire, il permettrait de consolider les budgets et de contrôler la dette tout en favorisant une croissance plus forte, la création d'emplois et la cohésion sociale. Telle est notre proposition pour un nouvel accord sur la politique économique européenne. Oui, une issue à la crise alliant responsabilité fiscale, efficacité économique et justice sociale est bien possible. Mais elle exige un renforcement des institutions européennes, notamment de la Commission européenne, afin de poser les fondements du cadre politique nécessaire pour une coordination économique réelle, efficace et légitime.

Si vous refusez cet accord, à vous d'expliquer aux citoyens les raisons qui vous ont amenés à choisir une autre voie, partielle et injuste... Car vous risqueriez alors de mettre l'Europe sur la voie du déclin, de la désintégration et des tensions sociales. Si l'Europe n'est pas capable d'apporter des réponses adéquates aux défis actuels, des millions d'Européens lui tourneront le dos, et dans les prochaines années, la crise sociale ne fera que miner le soutien déjà bien fragile dont bénéficie l'UE auprès de ses citoyens. Ne commettez pas cette erreur. Au lieu de cela, travaillons ensemble à la définition d'une voie plus équilibrée et juste pour sortir de la crise - afin de garantir aux citoyens et aux citoyennes un avenir européen prospère, solidaire et durable.



Poul Nyrup Rasmussen  
Président  
Parti socialiste européen



Martin Schulz  
Président  
Groupe S&D - Parlement européen

